



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de l'Isère
Cellule Risques Chroniques
Subdivision T4

Grenoble, le **06 JAN. 2016**

Référence : 2015-Is085T4

Affaire suivie par : Christelle TAIN
christelle.tain@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.76.69.34.32 – Fax : 04.38.49.91.95

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

LELY ENVIRONNEMENT à St-Quentin-sur-Isère

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Présentation au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES (CODERST)
Déplacement de la plate-forme végétaux

Réf. : Dossier de porter à connaissance – rapport ANTEA n° 80656/A de juillet 2015
Rapport RHA.P.10.0110 relatif au dimensionnement des bassins d'eaux pluviales
transmis par courrier du 9/12/2015

Raison sociale : LELY ENVIRONNEMENT

Adresse du siège social : 37 rue Pierre Sépard – BP 64
38602 FONTAINE

Adresse de l'établissement : Lieu dit "L'Echaillon"
38210 ST-QUENTIN-SUR-ISERE

Activité principale : Collecte de déchets non dangereux

Code S3IC : 61.3167

Priorité DREAL : P1

PJ : prescriptions
Copie à : REMIPP – T4 CTa - T4 (CODERST) - Chrono

1. OBJET DU RAPPORT

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur l'emprise de son centre de stockage de déchets non dangereux de Saint-Quentin-sur-Isère une plate-forme de compostage de déchets verts (250t/j), boues de station d'épuration (6t/j) et bio déchets (50t/j).

Cette installation est visée dans les arrêtés préfectoraux n° 2002.10079 du 30/09/2002, 2006.11437 du 15/12/2006, 2011.082.0024 du 23/03/2011 et 2014.350.0022 du 16/12/2014.

Dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant souhaite déplacer la plate-forme de compostage afin de créer le casier 28.

La nouvelle plate-forme doit être installée au droit des alvéoles 10, 16 et 17 dont l'exploitation est achevée sur les parcelles 137 et 246 de la section AR de la commune de Saint-Quentin-sur-Isère.

RUS JAL 8 0

2. DESCRIPTION DE LA MODIFICATION PAR L'EXPLOITANT

L'installation actuelle se situe en bordure de la piste longeant l'Isère entre les alvéoles 20b et 19.

Elle couvre une superficie de 28 000 m² à une altitude moyenne de 198mNGF, soit plus de 7m en contrebas des alvéoles adjacentes.

Elle est étanche(enrobé) avec une pente de 1,5 % en direction de l'Isère, les eaux de ruissellement étant recueillies dans un bassin de 2000 m³.

La future plate-forme aura une surface de 26 300 m².

Les quantités maximales de matières traitées resteront inchangées.

L'installation sera divisée en plusieurs zones :

- une zone de réception des déchets verts de 3000 m²
- une zone de compostage de 15 000 m²
- un zone de stockage par lots des produits finis de 3500 m²
- une zone de stockage des refus de 500 m².

Les alvéoles 10,16 et 17 ont été exploitées entre 1997 et 2002. Elles présentent toutes le même dispositif d'étanchéité en fond, à savoir 0,3m d'argile surmontée d'un GSB et d'une membrane PEHD de 2mm, le tout reposant sur le terrain naturel à une altitude voisine de 187mNGF. La hauteur de déchets stockés varie entre 12 et 16 mètres. La couverture finale a été réalisée en 2003 et comprend, de bas en haut, une couche de drainage du biogaz, une couche d'étanchéité (sablons et géomembrane), une couche de drainage des eaux météoriques et une couche de tout venant.

Il est prévu de décaper cette couverture jusqu'à la géomembrane existante, tout en préservant cette dernière, pour réaliser la plate-forme en enrobé.

Des mâchefers valorisables seront utilisés en sous couche pour la réalisation de la nouvelle plate-forme en enrobé. L'exploitant a prévu de remettre un rapport listant les lots utilisés et justifiant du type d'usage autorisé et du respect des limitations d'usage fixées par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

Chaque alvéole est équipée d'un puits de collecte des lixiviats. Ces puits seront prolongés pour rester accessibles et assurer la pérennité du réseau de collecte des lixiviats.

Un bassin de collecte des eaux de ruissellement d'une capacité utile de 1500 m³ est prévu. L'ensemble des eaux collectées sera soit réutilisé pour humidifier les andains, soit traité comme des déchets c'est-à-dire avec traitement hors site, sans aucun rejet au milieu naturel. Ce bassin a fait l'objet d'un dimensionnement par la méthode des pluies, la période de retour des précipitations prises en compte étant de 10 ans.

L'exploitant a fourni un calcul réalisé par la société ANTEA montrant que la stabilité de la digue de confinement est assurée, malgré la surcharge apportée par le stockage des déchets verts. A Noter que le calcul prévoit une garde de 3 mètres par rapport au sommet du talus.

Le réseau biogaz existant sera partiellement enterré afin de permettre la circulation des engins et camions.

L'analyse des tassements montre que la mise en œuvre d'une structure de type chaussée et la surcharge apportée par le stockage de matériaux sur une alvéole fermée réactivent les tassements primaires. Il conviendra donc de suivre régulièrement les caractéristiques du biogaz (pression, vitesse, débit, ...) pour s'assurer que les tassements ne créeront pas de point bas et faire les réglages nécessaires au brûlage du biogaz.

L'exploitant a fait procéder à une campagne de mesures olfactives sur le site actuel et à une modélisation de la dispersion des odeurs pour le projet sur la base de valeurs moyennes des mesures effectuées ; Les concentrations modélisées aux récepteurs identifiés au niveau des habitations sont toutes inférieures à la limite des 5 uo/m3 fixée par l'arrêté ministériel du 22/4/2008.

Les chantiers de démantèlement de la plate-forme existante et de création de la nouvelle plate-forme seront suivis par une entreprise extérieure. Un rapport sera adressé au préfet afin de justifier des mouvements de matériaux (caractérisation des matériaux enlevés, justification des filières de valorisation/élimination).

3. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La modification réalisée ne modifie en rien le classement du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La capacité de la plate-forme reste inchangée. La surface dédiée aux stockages n'est pas augmentée.

Les distances d'isolement prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22/4/2008 sont respectées.

Il conviendra que l'exploitant veille à la pérennité des systèmes de collecte des eaux de ruissellement, des lixiviats et de biogaz sur les 3 alvéoles concernées dans la mesure où la surcharge liée à la plate-forme va réactiver les tassements des déchets.

En application de l'article R512.33 du Code de l'environnement, l'inspection propose de considérer la modification comme non substantielle et d'autoriser l'exploitant à poursuivre l'exploitation de la plate-forme sous réserve du respect des prescriptions complémentaires ci-jointes issues de l'arrêté ministériel du 22/4/2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation.

Conformément à l'article R512.31 du Code de l'environnement, ce projet doit être soumis à l'avis du CODERST.

Le 15/12/2015
L'inspecteur de l'environnement



Christelle TAIN

Lyon, le 29 janvier 2016

vu, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de l'Isère
pour la directrice, par délégation
Le chef de l'unité
de Prévention des Pollutions, Santé-Environnement



Yves Marie VASSEUR



Figure 1 : Localisation du site de Saint-Quentin-sur-Isère

P15-LELY végétaux St-Quentin

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

APPLICABLES

à l'entreprise

SOCIÉTÉ LELY ENVIRONNEMENT

lieu-dit « L'Echaillon »

38210 ST-QUENTIN-SUR-ISERE

Plate-forme de compostage

Liste des articles

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	3
CHAPITRE 1.2 DÉFINITIONS.....	3
CHAPITRE 1.3 NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
Article 1.3.1. Liste des installations concernées par la plate-forme de traitement de compostage...	4
Article 1.3.2. Situation de l'installation.....	4
Article 1.3.3. Travaux d'aménagement.....	4
CHAPITRE 1.4 DECHETS ADMISSIBLES.....	5
CHAPITRE 1.5 EXPLOITATION.....	5
CHAPITRE 1.6 ADMISSION DES INTRANTS.....	6
CHAPITRE 1.7 EXPLOITATION ET DÉROULEMENT DU PROCÉDÉ DE COMPOSTAGE OU DE STABILISATION BIOLOGIQUE.....	7
CHAPITRE 1.8 DEVENIR DES MATIÈRES TRAITÉES.....	7
CHAPITRE 1.9 PRÉVENTION DES NUISANCES ET DES RISQUES D'ACCIDENT.....	8
CHAPITRE 1.10 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU.....	9
CHAPITRE 1.11 SURVEILLANCE DES ALVÉOLES SOUS-JACENTES.....	9
CHAPITRE 1.12 CESSATION D'ACTIVITÉ.....	10
ANNEXE : NORMES DE TRANSFORMATION.....	11

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'entreprise LELY Environnement dont le siège social est situé 37 rue Pierre Sépard – 38602 FONTAINE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Saint-Quentin-sur-Isère, lieu-dit « L'Echaillon » d'une plate-forme de compostage.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral se substituent aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 2002.10079 du 30 septembre 2002. et de l'arrêté préfectoral 2006-11437 du 15 décembre 2006.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation sont applicables.

CHAPITRE 1.2 DÉFINITIONS

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- **Compostage** : procédé biologique aérobique contrôlé avec montée en température, qui permet l'hygiénisation et la stabilisation par dégradation/réorganisation de la matière organique et conduit à l'obtention d'un compost utilisable comme amendement ou engrais organique.
- **Lot** : une quantité de produits fabriquée dans un seul établissement sur un même site de production en utilisant des paramètres de production uniformes et qui est identifiée de façon à en permettre le rappel ou le retraitement si nécessaire.
- **Andain** : dépôt longitudinal de matière organique en fermentation formé lors du procédé de compostage ou de stabilisation biologique, que le procédé se déroule en milieu ouvert ou fermé.
- **Concentration d'odeur (ou niveau d'odeur)** : niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uoE/m³). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725.
- **Débit d'odeur** : produit du débit d'air rejeté exprimé en m³/h par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/h).
- **Retour au sol** : usage d'amendement ou de fertilisation des sols ; regroupe la destination des composts mis sur le marché et celle des déchets épandus sur terrain agricole dans le cadre d'un plan d'épandage.
- **Matière** : substance ou matériau organique, indépendamment de son statut de produit fini ou de déchet au sens des réglementations afférentes.

Les matières produites par l'installation sont de deux catégories :

1. Les produits finis, correspondant aux matières fertilisantes et supports de culture conformes à une norme rendue d'application obligatoire ou bénéficiant d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou d'une autorisation de distribution pour expérimentation ;
2. Les déchets, parmi lesquels :
 - 2 a : les matières intermédiaires, destinées à être utilisées comme matière première dans une autre installation classée, en vue de la production des produits finis visés ci-dessus. Elles doivent respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 en ce qui concerne les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés ;
 - 2 b : les déchets stabilisés destinés à l'enfouissement ou au retour au sol après épandage ;
 - 2 c : les autres déchets produits par l'installation.

CHAPITRE 1.3 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.3.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LA PLATE-FORME DE TRAITEMENT DE COMPOSTAGE

Les installations concernées visées dans l'arrêté préfectoral n° 2014350-0022 du 16 décembre 2014 sont rappelées ci-dessous.

Rubrique	Régime*	Activités	Volume des activités	Volume autorisé**
2780-1a et 2a	A	Installation de traitement aérobique de déchets non dangereux ou de matières végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation	Quantité maximale de matières traitées	Déchets verts : 250t/j Boues station urbaine : 6t/j bio déchets (fraction fermentescible des OM) : 50t/j

ARTICLE 1.3.2. SITUATION DE L'INSTALLATION

La plate-forme est située sur l'emprise du centre de stockage de déchets non dangereux exploité par la société LELY sur la commune de St-Quentin-sur-Isère au droit des alvéoles 10, 16 et 17.

Les parcelles cadastrales de la commune de St-Quentin-sur-Isère concernées sont les suivantes : AR 137 et 246.

La plate-forme possède une surface totale de 26300m²

La surface affectée aux installations (équipements, dépôts et utilités associées) est limitée à :

- 3000 m² pour l'aire de réception des déchets verts, comprenant une zone de réception/tri/contrôle des matières entrantes et une zone de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ;
- 15 000 m² pour l'aire de compostage comprenant une zone de fermentation et une zone de maturation
- 3500 m² pour la zone de stockage par lot des produits finis,
- 500 m² pour la zone de stockage des refus.

ARTICLE 1.3.3. TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

Dans le cadre du déplacement de la plate-forme de compostage, l'exploitant est tenu de transmettre au préfet les éléments suivants :

- un rapport relatif aux conditions d'utilisation des mâchefers dans le cadre de la création de la nouvelle plate-forme de compostage ; ce rapport comportera la liste des lots de mâchefers utilisés ainsi que les analyses caractérisant chaque lot et établira la conformité aux types d'usage et aux conditions d'utilisation liés à l'environnement immédiat prévus par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.
- un rapport relatif au démantèlement de l'ancienne plate-forme de compostage ; ce rapport justifiera des types et des quantités de matériaux enlevés ainsi que des filières de valorisation ou d'élimination retenues.
- un rapport relatif au démantèlement des premières couches de couverture des alvéoles 10, 16 et 17 ; ce rapport justifiera des types et des quantités de matériaux enlevés ainsi que des filières de valorisation ou d'élimination retenues.

CHAPITRE 1.4 DECHETS ADMISSIBLES

Les matériaux admis sur la plate-forme de compostage sont :

- les végétaux issus des jardins et des espaces verts,
- les produits d'origine végétale issus des industries agro-alimentaires et non contaminés par des substances polluantes diverses (pailles de distillerie, pulpes de fruits ...).
- les produits organiques d'origine agricole : (fumiers, déchets légumiers, ...),
- les produits d'origine végétale utilisés comme structurants, notamment des déchets de bois (écorces, plaquettes, sciure, ...),
- la fraction fermentescible des ordures ménagères, collectée sélectivement,
- les boues de stations d'épuration industrielles provenant du secteur agro-alimentaire, de l'industrie papetière ou de l'industrie du cuir et dont la qualité est conforme aux valeurs définies par l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998,
- les boues de stations d'épuration urbaines et dont la qualité est conforme aux valeurs définies par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente est portée à la connaissance du préfet.

L'admission des déchets suivants est interdite:

- déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n°1069/2009 abrogeant au 4 mars 2011 le règlement (CE) n°1774/2002 ;
- bois termités ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.
- déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection.

CHAPITRE 1.5 EXPLOITATION

- **Clôture** : Le site doit être clos sur une hauteur minimale de 2 m, de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site.

- **Accès** : L'accès aux différentes aires de l'installation est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie carrossable. Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son installation.

- **Intégration et propreté** : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

- **Imperméabilisation** : L'ensemble de la plate-forme est imperméable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.

- **Entreposage** : L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts et déchets stabilisés, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

La durée de stockage temporaire est limitée à 18 mois.

Les déchets sont stockés par lots.

Les lots seront identifiés en fonction de leur date de réception.

Un plan de gestion des lots est tenu à jour.

Pour le stockage des matières, une garde de trois mètres par rapport au sommet du talus périphérique est respectée afin de garantir la stabilité de la digue de confinement périphérique.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

- **Réserves de produits** : si des produits tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs ou produits absorbants sont utilisés de manière courante ou occasionnelle pour prévenir ou traiter les nuisances odorantes, l'exploitant dispose de réserves suffisantes de ces produits.

CHAPITRE 1.6 ADMISSION DES INTRANTS

- Conditions préalables à l'admission :

L'exploitant d'une installation de compostage ou de stabilisation biologique élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à la production de boues ;
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

Conditions d'admission :

Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée, à un contrôle visuel et à un contrôle de non radioactivité du chargement.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.

Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle visées à l'article L. 255-9 du code rural.

Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.

CHAPITRE 1.7 EXPLOITATION ET DÉROULEMENT DU PROCÉDÉ DE COMPOSTAGE OU DE STABILISATION BIOLOGIQUE

- Procédé de compostage :

Le procédé de compostage ou de stabilisation biologique débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées en annexe au présent arrêté.

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée.

A l'issue de la phase aérobie, le compost ou les déchets stabilisés sont dirigés vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.

- Stockage du compost :

L'aire de stockage des composts finis ou des déchets stabilisés est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts ou des déchets stabilisés fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.

L'exploitant d'une installation de production de compost destiné à un retour au sol instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.

Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- identification du lot
- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot;
- mesures de température et d'humidité relevés au cours du process;
- dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains,
- durée du compostage, ainsi que les durées de fermentation et maturation.

Les mesures de température sont réalisées conformément à l'annexe du présent arrêté.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets.

Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

CHAPITRE 1.8 DEVENIR DES MATIÈRES TRAITÉES

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis au chapitre 1.2 du présent arrêté à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Pour chaque matière intermédiaire telle que définie au chapitre 1.2, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de

l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :

- la date d'enlèvement de chaque lot ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- le ou les destinataires et les masses correspondantes.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

CHAPITRE 1.9 PRÉVENTION DES NUISANCES ET DES RISQUES D'ACCIDENT

Généralités :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols.

Il veille notamment à assurer l'aération nécessaire des matières traitées pour éviter leur dégradation anaérobie à tous les stades de leur présence sur le site. Il prend les dispositions nécessaires pour éviter la stagnation prolongée de boues en fond de bassins de rétention des eaux de ruissellement.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et autres matières en mettant en place si nécessaire des écrans de végétation autour de l'installation et des systèmes d'aspersion, de bâchage ou de brise-vent pour les équipements ou stockages situés en extérieur.

Stockages liquides :

Les dispositions des articles 10 et 11 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, relatives au stockage de liquides susceptibles de créer une pollution, sont applicables.

Eaux pluviales et de procédés :

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement en provenance de l'extérieur de la plate-forme de compostage

Les eaux résiduaires et pluviales de la plate-forme sont dirigées vers un bassin de rétention, d'une capacité minimale utile (devant être disponible en toute circonstance) de 1500 m³.

Ce bassin est curé régulièrement. Son étanchéité fait l'objet de vérifications régulières et tracées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour interdire la présence de végétaux, quels qu'ils soient, à l'intérieur du bassin.

Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut, les eaux sont dirigées vers une filière de traitement extérieure autorisée. Le rejet au milieu naturel est interdit.

Déchets produits par l'installation

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des autres déchets produits par l'installation, et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

L'installation dispose d'un emplacement dédié à l'entreposage des déchets dangereux susceptibles d'être extraits des déchets destinés au compostage.

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) et évacués régulièrement.

L'exploitant tient à jour un registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits par l'exploitation, sur lequel il reporte :

- le type de déchets ;
- l'indication de chaque lot de déchets ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- les dates d'enlèvement et les destinataires de chaque lot de déchets et les masses correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre des lots.

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés ou stabilisés en conformité avec la réglementation.

Si les déchets compostés ou stabilisés sont destinés à l'épandage sur terres agricoles, celui-ci fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées à la section IV « Epandage » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Le débit d'odeur rejeté doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant: la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE /m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

En cas de besoin, l'inspection des installations classées peut exiger la réalisation d'une étude odeur

CHAPITRE 1.10 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de cinq ans.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant tout retour d'eau de l'installation exploitée vers la nappe ou le réseau public. Ce dispositif est contrôlé au moins une fois par an.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les prélèvements d'eau, qu'elle provienne du milieu naturel ou du réseau public, notamment par utilisation des eaux pluviales, sans compromettre le bon déroulement du compostage.

CHAPITRE 1.11 SURVEILLANCE DES ALVÉOLES SOUS-JACENTES

- L'exploitant est tenu d'assurer la pérennité et l'intégrité des dispositifs de collecte du biogaz et des lixiviats au droit des alvéoles sous-jacentes 10, 16 et 17.
- Chaque alvéole dispose d'un puits de lixiviats qui restent accessibles en toute circonstance.
- L'exploitant veille à la stabilité et l'intégrité de la digue de confinement.
- L'exploitant assure une surveillance des tassements notamment de manière à garantir l'écoulement des eaux pluviales vers le bassin de rétention prévu à cet effet.
- Tout problème est signalé sans délai à l'inspection et fait l'objet de mesures correctives immédiates

CHAPITRE 1.12 CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de cessation d'activité de la plate-forme, les alvéoles sous-jacentes seront réaménagées conformément à l'article 13 de l'arrêté préfectoral 2002.10079 du 30/09/2002.

ANNEXE : NORMES DE TRANSFORMATION

PROCÉDÉ	PROCESS
Compostage ou stabilisation biologique avec aération par retournements.	3 semaines de fermentation aérobie au minimum. Au moins 3 retournements. 3 jours au moins entre chaque retournement. 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.
Compostage ou stabilisation biologique en aération forcée	2 semaines de fermentation aérobie au minimum. Au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant 24 heures). 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.

La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur (par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 mètres à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 mètre) et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.

Lorsque la ventilation du mélange en fermentation est réalisée par aspiration à travers l'andain, la température enregistrée est la température moyenne de l'air extrait sous l'andain.

Outre les conditions minimales ci-dessous, le compostage des sous-produits animaux doit également respecter les exigences définies par le règlement n° 1069/2009 abrogeant au 4 mars 2011 le règlement n° 1774/2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine.

Sur la base d'une étude justifiant une performance équivalente en termes de prévention des nuisances et des risques et de qualité du compostage, des méthodes alternatives pourront être acceptées.

Pour les sous-produits animaux, toute méthode alternative prévue par le règlement n° 1069/2009 abrogeant au 4 mars 2011 le règlement n° 1774/2002 ou les règlements ou décisions de la Commission européenne pris pour son application peut être utilisée.